Num. 275

GAZZETTA UFFICIALE
DEL REGNO D'ITALIA

1864

Torino dalla Tipografia G. Favale e C., Via Bertolà, n. 21. — Provincie con mandati postali affrancati (Milano e Lombardia anche presso Brigola). Fuori Stato alle Direzioni postali.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato. — Le associazioni hanno principio col 1° e col 16 di ogni mese.
Inserzioni 25 cent. per linea o spazio di linea.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE	Anno	Semestre	Trimestre
Per Torino	40	21	11
» Provincie del Regno	48	25	13
» Svizzera	56	30	16
» Roma (franco ai confini)	50	26	14

TORINO, Lunedì 21 Novembre

PREZZO D'ASSOCIAZIONE	Anno	Semestre	Trimestre
Stati Austriaci e Francia L.	80	46	[illegible]
— detti Stati per il solo giornale senza i Rendiconti del Parlamento	58	33	16
Inghilterra e Belgio	120	70	[illegible]

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA REALE ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

Data	Barometro a millimetri			Termomet. cent. unito al Barom.			Term. cent. espost. al Nord			Minim. della notte	Anemoscopio			Stato dell'atmosfera		
	m. o. 9	mezzodì	sera o. 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3		matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3
19 Novembre	735,60	736,36	736,64	+11,8	+15,6	+21,0	+7,6	+19,8	+13,6	+5,6	O.	S.O.	O.S.O.	Sereno con vap.	Sereno con vap.	Sereno
20 »	736,52	736,51	736,16	+9,3	+13,6	+14,3	+8,2	+10,7	+10,2	+4,6	E.N.E.	N.E.	N.E.	id.	id.	Nuv. rotte

PARTE UFFICIALE

TORINO, 20 NOVEMBRE 1864

Il N. 2000 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene la seguente Legge:

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intiera esecuzione al Trattato di navigazione e di commercio tra l'Italia ed i Paesi Bassi, firmato in Torino il ventiquattro novembre mille ottocento sessantatrè.

Ordiniamo che la presente, munita del Sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come Legge dello Stato.

Dat. a Torino, addì 13 novembre 1864.

VITTORIO EMANUELE.

A. La Marmora.

VITTORIO EMANUELE II
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute;

Un trattato di commercio e di navigazione essendo stato conchiuso tra l'Italia ed i Paesi Bassi, e sottoscritto in Torino addì ventiquattro del mese di novembre dell'anno mille ottocento sessantatre.

Trattato del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et sa Majesté le Roi des Pays-Bas, également animés du désir d'affermir et d'étendre autant que possible les relations d'amitié, de commerce et de navigation qui existent si heureusement entre leurs Etats respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le sieur Giovanni Manna, Grand Officier de son Ordre des Saints Maurice et Lazare, Sénateur du Royaume, Ministre Sécrétaire d'État pour l'Agriculture, l'Industrie et le Commerce;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur Maurice Heldewier, son Ministre résident près de Sa Majesté le Roi d'Italie, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais et de la Couronne de Chêne du Luxembourg, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les sujets respectifs des deux Hautes Parties contractantes seront parfaitement assimilés aux nationaux pour tout ce qui regarde l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, le paiement des impôts, l'exercice des cultes, le droit d'acquérir et de disposer de toute propriété mobilière et immobilière par achat, vente, donation, échange, testament et succession *ab intestato*.

Ils seront parfaitement assimilés aux sujets de la nation étrangère la plus favorisée en ce qui regarde leur condition personnelle sous tous les autres rapports.

Art. 2. Les produits du sol et de l'industrie du Royaume des Pays-Bas et de ses Colonies, de quelque part qu'ils viennent, et toutes les marchandises, sans distinction d'origine, venant du Royaume des Pays-Bas ou de ses Colonies, seront admis en Italie sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée en Italie.

Réciproquement les produits du sol et de l'industrie du Royaume d'Italie, de quelque part qu'ils viennent, et toutes les marchandises, sans distinction d'origine, venant du Royaume d'Italie, seront admis dans les Pays-Bas et ses Colonies sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée dans les Pays-Bas ou ses Colonies.

Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent également le traitement de la nation étrangère la plus favorisée pour tout ce qui concerne le transit et l'exportation.

Art. 3. Le traitement réservé au pavillon national, pour tout ce qui concerne les navires ou leur cargaison, sera réciproquement garanti en tous points et en toute circonstance aux navires des deux Hautes Parties contractantes, soit dans le Royaume des Pays-Bas et ses Colonies, soit dans le Royaume d'Italie.

Art. 4. Il est entendu que par suite de la législation exceptionnelle qui régit les Colonies Néerlandaises les avantages stipulés dans l'article premier, dans les deux derniers alinéas de l'article second, et dans l'article troisième, ne sont applicables dans ces Colonies, aux sujets, aux produits, aux marchandises, et au pavillon du Royaume d'Italie que pour autant que ces avantages sont ou seront accordés par la suite dans les Colonies Néerlandaises à quelque nation étrangère autre qu'Asiatique de l'Archipel oriental.

Art. 5. Les Consuls et autres Agents consulaires Néerlandais dans le Royaume d'Italie jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités, dont jouissent les Consuls et autres Agents de même qualité de la nation la plus favorisée. Il en sera de même dans les Pays-Bas pour les Consuls et autres Agents consulaires du Royaume d'Italie.

Art. 6 Les Consuls et autres Agents consulaires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leurs pays, les matelots qui auraient déserté d'un bâtiment de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls et autres Agents consulaires, jusqu'à ce que ces Consuls ou Agents consulaires aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins sujets de l'autre partie seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du Consul ou de l'Agent consulaire qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement, et que celui-ci ait eu son effet.

Art. 7. Le présent traité restera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Ce traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Turin dans le délai de six mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Turin en double expédition le vingtquatre novembre 1863.

G. Manna. (L. S.)

M. Heldewier. (L. S.)

Noi avendo veduto ed esaminato il qui sovrascritto Trattato di commercio e navigazione, ed approvandolo in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettato, ratificato, e confermato, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarlo e di farlo osservare inviolabilmente.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il grande Sigillo.

Dato in Torino addì due del mese di giugno l'anno del Signore mille ottocento sessantaquattro e del Regno Nostro il decimosesto.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M. il Re
Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
Visconti-Venosta.

S. M., sopra proposta del Ministro dei Lavori Pubblici, ha fatto le seguenti disposizioni nel personale dell'Amministrazione provinciale delle Poste:

R. Decreto del 21 settembre 1864

Barbavara cav. Massimiliano, volont. nel Ministero dei Lavori Pubblici, nominato ufficiale di 4.a cl. nelle poste.

RR. Decreti del 9 ottobre

Pisani Pietro, capo d'ufficio, collocato a riposo a seguito di sua domanda per causa di malattia;
Pironti Alfonso, ufficiale di 4.a cl. dimissionario, riammesso in servizio;
Visetti Gaetano, id. di 3.a cl., promosso alla 2.a;
Cortesini Tommaso, id., id.;
De Francesco Salvatore, id. di 4.a cl., id. alla 3.a.

R. Decreto del 23 detto

Rusconi cav. Luigi, direttore compartimentale di 2.a cl. in Ancona, passato a seguito di sua domanda al grado di direttore locale di 1.a cl. con destinazione a Bologna.

RR. Decreti del 30 detto

Bonaini Antonio, uffic. di 2.a cl. in ritiro, riammesso in attività di servizio;
Doppieri Achille, riammesso nell'impiego d'ufficiale di 4.a cl. da cui era stato dispensato mentre trovavasi sotto le armi come inscritto di leva.

Sulla proposta del Ministro dei Lavori Pubblici sono state fatte le seguenti disposizioni nel personale della Amministrazione provinciale delle Poste:

R. Decreto del 29 settembre p. p.

De Ruggero Luigi, ufficiale di 4.a cl. in aspettativa, dispensato dall'impiego perchè si rifiutò di accettare la destinazione a lui assegnata alla scadenza della aspettativa.

R. Decreto del 2 ottobre p. p.

Falletti della Morra conte Valerio, capo d'ufficio in aspettativa, dispensato dall'impiego in seguito a sua domanda.

R. Decreto del 9 detto

Taranto Federico, ufficiale di 3.a cl. in aspettativa, collocato a riposo per causa di malattia a seguito di sua domanda.

R. Decreto del 13 detto

Avitabile Ilario, ufficiale di 1.a cl., collocato in aspettativa per sei mesi a seguito di sua domanda per causa di malattia.

RR. DD. del 16 detto

Cosentino Antonio, direttore di 4.a cl. in aspettativa, collocato a riposo d'ufficio previa deliberazione del Consiglio dei Ministri;
Contarini Maurizio, id., id.;
Girgenti Giuseppe, cappellano in disponibilità della cessata amministrazione postale in Sicilia, id.;
Giosanetti Cesare, ufficiale di 3.a cl. in aspettativa, richiamato in attività di servizio.

RR. Decreti del 30 detto

Marchisio Giuseppe, capo d'ufficio in aspettativa, richiamato in attività di servizio;
Bruno Lodovico, ufficiale di 3.a cl., collocato in aspettativa per causa di malattia, a seguito di sua domanda.

Per Decreti RR. delli 19 e 26 ora scorso mese di ottobre furono fatte le seguenti nomine e disposizioni nel personale d'Amministrazione delle case di pena:

19 ottobre

Oggero notaio Giuseppe, ispettore economo di 1.a cl. reggente una direzione di casa di pena, addetto alla colonia penale nell'isola di Pianosa, nominato direttore effettivo di detta colonia;
Viriglio Leonardo, applicato presso la colonia dei relegati in Tremiti, nominato segretario di detta colonia.

26 ottobre

Somma Achille, ispettore economo di 2.a cl. reggente una direzione di casa penale, addetto alla casa di pena nell'isola di Palmaria, promosso alla 1.a cl.;
Battistelli Carlo, id., addetto alla casa di correzione di Montesarchio, id.;
Deferrante Bernardo, id., addetto al castello di relegazione in Gavi, promosso id.;
Cellario Ercole, id., addetto alla casa di correzione di Saliceto, id.

Con R. Decreto del 30 ottobre ultimo venne accettata la volontaria dimissione dal servizio del medico aggiunto nel Corpo sanitario militare dottore Corradini Emilio.

Con R. Decreto del 30 ottobre ultimo venne soppresso un posto di capo di divisione di 2.a cl. nell'organico del Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio, e creato un posto d'ispettore centrale.

Pareto marchese Raffaele, direttore capo di divisione di 2.a cl., venne nominato ispettore centrale nel Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio.

Elenco di disposizioni nel personale giudiziario fatte con RR. Decreti del 6 novembre 1864:
Goria Giovanni, uditore applicato in qualità di vice-giudice nel mandamento d'Asti, dispensato da ulteriore servizio in seguito a sua domanda;
Quarleri Giovanni, laureato in legge, incaricato delle funzioni di vice-giudice del mandamento di Tortona.

Con Reale Decreto del 9 ottobre p. p. sulla proposta del Ministro per la Pubblica Istruzione:

Daci sac. Bernardino, venne per ragioni disciplinari sospeso dal grado e dalle funzioni di direttore del R. Ginnasio di Messina.

Nelle udienze del 9 e 23 ottobre p. p. S. M. sulla proposta del Ministro per la Pubblica Istruzione collocò a riposo, ammettendoli a far valere i loro titoli alla pensione, i seguenti:
Chiaiese Antonio, distributore nella Biblioteca nazionale di Napoli;
Bonini sac. Giulio, già cappellano della R. Università di Parma, ora in disponibilità;
Sgavetti Francesco, già maestro di calligrafia nella soppressa scuola di pedagogia e metodo in Parma, ora in disponibilità.

Con provvedimenti ministeriali delli 22, 25 e 26 ottobre p. p. cessarono col 16 ottobre dal far parte del ruolo degli impiegati in disponibilità a norma del § I, art. 16 della legge 11 ottobre 1863, n. 1500:
D'Attino Giuseppe, impiegato presso il Consiglio generale di pubblica istruzione in Napoli;
Masi avv. Giuseppe, commesso nel Dicastero di pubblica istruzione in Parma;
Di Giacomo prof. Federico, prof. di diritto romano presso il Liceo universitario di Chieti;
Lancellotti Angelo, operatore del gabinetto chimico applicato alle arti presso l'Università di Napoli.

IL MINISTRO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Sopra relazione del R. Ispettore delle Scuole elementari e del Prefetto della provincia d'Ancona intorno a fatti gravissimi occorsi nell'Educandato tenuto in Loreto sotto la denominazione di San Giuseppe dalle Suore del Buon Pastore, fatti pei quali l'Autorità giudiziaria ebbe ad iniziare il processo penale coll'arresto di tre di dette Suore;

Vista l'urgenza di tutelare la morale e civile educazione e la incolumità stessa della salute delle educande raccolte nel predetto Collegio;

Visto il disposto dall'art. 247 della legge 13 novembre 1859, n. 3725,

Decreta:

Art. 1. L'Educandato denominato di S. Giuseppe tenuto in Loreto dalle Suore del Buon Pastore è chiuso temporaneamente;

Art. 2. Le cause che resero necessaria la chiusura di tale Istituto saranno sottoposte al giudizio del Consiglio Superiore di Pubblica Istruzione a norma di legge.

Art. 3. Il R. Ispettore provinciale delle Scuole elementari in Ancona prof. Lazzaro Lenardi è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, ed è allo stesso tempo nominato Delegato straordinario del Governo per sopraintendere all'Educandato fino a che non siano restituite alle loro famiglie tutte le educande che vi sono accolte, ciò che dovrà aver luogo in un termine non maggiore di dieci giorni.

Torino, addì 12 ottobre 1864.

Il Ministro Natoli.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — Torino 20 *Novembre*.

MINISTERO DELLA MARINA.

Con RR. Decreti in data 13 novembre 1864 S. M. si è degnata nominare Allievi dal corso suppletivo alle Regie Scuole di Marina i seguenti giovani:

Allievi delle Regie Scuole di Marina entrati nel terzo anno di corso

di Genova.

1 Manzi Marco.
2 Boccardi Giuseppe.
3 Rossi Giovanni Battista.
4 Ricotti Giovanni.
5 Orsini Torello.
6 Bozzoni Francesco.
7 De Orestis Alberto.
8 Ravelli Carlo.
9 Ricotti Paolo.
10 De Albertis Enrico.
11 Giachetti Ottavio.
12 Giacomelli Vittorio.
13 Baccigalupo Carlo.
14 Campilanzi Giovanni.
15 Castelli Roberto.
16 Amej Pietro
17 Vecchi Lionello.
18 Ferraccio Ruggiero.

di Napoli.

1 Bonolis Alfonso
2 Sorrentino Giorgio
3 Palermo Salvatore.
4 D'orello Giovanni.
5 Cerimele Ernesto.
6 Incoronato Edoardo.
7 Muscari Edoardo.
8 Bonhef di Alfredo.
9 Rubinacci Lorenzo
10 Jucci Aurelio.
11 De Bono Giovanni.

12 De Gregorio Alessandro.
13 Buono Felice.
14 Cucciniello Felice.
15 Settembrini Alberto.
16 Acton Francesco.
17 Micheli Ruggiero.
18 De Libero Gennaro.
19 Pignone Alessandro.

Giovani borghesi che risultarono idonei negli esami di ammessione nella Regia Scuola di Marina istituita con legge 16 *luglio* 1864.

1 Bonamico Domenico.
2 Zino Enrico.
3 Romano Vito.
4 Olivari Antonio Casimiro.
5 Martiri Giovanni.
6 Dodero Nicolò.
7 Olivari Gio. Battista.
8 Gallo Giacomo.
9 Zattera Michele.
10 Trucchi Luigi.
11 Cattori Michel. Angelo.
12 Bregante Costantino.
13 Comotto Pio Gio. Battista.
14 Grimaldi Gennaro.
15 Di Criscito Francesco.
16 Albini Giacinto.
17 Ivancich Giustino.
18 Algranti Isacco.
19 Capasso Vincenzo.
20 Sieca Antonio.
21 Devillette Stanislao.
22 Ruisecco Candido.
23 Guida Giovanni.
24 Comparetti Salvatore.
25 Gaggino Agostino.
26 Cassanello Gaetano.
27 Chionio Angelo.
28 Gloria Pio Vittorio.
29 Olivieri Giuseppe.
30 Palmisani Leonardo.
31 Salvati Ferdinando.
32 Vialardi di Villanova Giuseppe.
33 Villa Domenico.
34 Cairola Ignazio.
35 Bernabei Ciro.
36 De Simone Giovanni.
37 Mollo Angelo.
38 Sasso Francesco.
39 Di Giorgio Giovanni.
40 Bottini Mariano.
41 Tosetti Felice.
42 Castagneto Pietro.
43 Carnovale Lanfranco.
44 Angleys Leonzio.
45 Di Napoli Giuseppe.
46 Schiattino Domenico.
47 Marulli Trojano.
48 Riva Giovanni.
49 Ruggiero Vincenzo.
50 Peretti Carlo Angelo.
51 Derchi Francesco.
52 Nagar Giovanni.
53 Berlingeri Nicolò.
54 Astuto Giuseppe.
55 Caya di Pierlas Ippolito.
56 Papa di Costigliole Giuseppe.
57 Malaguzzi Guido.
58 Paganini Pio Luigi.
59 Ampugnani Nicolò.
60 Derossi Giuseppe.
61 Tadini Francesco.
62 Rossi Giuseppe.
63 Devoto Michele.
64 Sirombra Pietro.
65 Ferro Gio. Battista.
66 Ravelli Giuseppe.
67 Ghiesi Luigi.
68 Pilo-Manca Emanuele.
69 Guarini Ottaviano.
70 D'Amora Pasquale.
71 Delfino Francesco Luigi.
72 Denaro Francesco.
73 Giardina Luigi.
74 Castelli Eugenio.
75 Priani Giuseppe.
76 Pencó Nicolò.
77 Fergola Salvatore.
78 Martinazzi Enrico.

Gli allievi indicati sopra dovranno il 20 del prossimo mese di dicembre presentarsi al Comandante della pirofregata *Principe Umberto*, ancorata nel porto di Genova, recandosi perciò a bordo di detto R. legno.

Riguardo alle ulteriori norme da osservarsi dai suddetti giovani facenti parte del nuovo corso suppletivo, per cura del Ministero della Marina saranno riepilogate e trasmesse ai Comandanti in capo dei 3 dipartimenti marittimi in Genova, Napoli ed Ancona, presso dei quali è lasciata a cura degli interessati di farne richiesta per loro informazione e guida.

IMPOSTA SUI REDDITI DELLA RICCHEZZA MOBILE.

Con tutto il 30 del corrente mese di novembre scade il tempo accordato per fare la dichiarazione prescritta dall'articolo 20 della legge d'imposta sui redditi della ricchezza mobile.

Ad evitare la confusione e la calca negli ultimi giorni ed i danni che potrebbero anche derivarne ai cittadini stessi, i quali a cagione della moltitudine accorrente non potessero più arrivare in tempo e fossero quindi sottoposti al pagamento di multe si rinnova la

Notificazione

Che l'Agente delle Tasse tiene il suo uffizio aperto al pubblico tutti i giorni dalle ore 8 antimeridiane alle 4 1/2 pomeridiane per ricevere le dichiarazioni scritte od *orali*, in via dell'Arsenale, n. 11, piano 1.o, ed in via Vanchiglia, n. 7, e si

Avvisano

Pertanto le persone soggette alla sovraccennata imposta, che, trascorso il termine sovra fissato, chi non avrà fatto la suddetta dichiarazione e sarà giudicato possedere un reddito imponibile superiore a lire 250, potrà essere tassato d'uffizio o dall'Agente delle Tasse, o dalla Commissione di riparto, e quindi multato a termini degli art. 48, 49 e 50 del Regolamento 14 agosto 1861.

Torino, addì 19 novembre 1864,

Per il Sindaco
FARCITO Assessore.

MINISTERO DELLE FINANZE.
Direzione generale del Tesoro.

Conformemente al disposto dall'art. 491 e seguenti del Regolamento sulla Contabilità generale dello Stato e sul servizio delle Tesorerie annesso al R. Decreto 13 dicembre 1863, n. 1628, per l'esecuzione di quello in data 3 novembre 1861, n. 302,

Si notifica che il sig. Cisi Gio. Batt. d'Alfiano (Casale) allegando di aver smarriti gl'infradescritti Buoni del Tesoro per furto perpetrato a danno di certo D. Fantini per cui verte criminale procedimento nanti il tribunale circondariale di Casale, ha fatto istanza perchè, previe le formalità dalle leggi prescritte, sia rilasciato il Decreto voluto dall'art. 500 del suddetto regolamento col quale si dispone per la restituzione del capitali e pel pagamento dei frutti portati dai Buoni stessi all'ordine.

Si avverte chiunque possa avervi interesse che trascorsi mesi sei dopo la presente pubblicazione senza che venga sporta opposizione a questo Ministero, si procederà al rilascio del Decreto per il rimborso dei Buoni anzidetti qui in seguito descritti.

Descrizione dei Buoni smarriti.

Serie	N.	Data	Somma in capitale	Somma in interessi	Nome e Cognome della persona in di cui capo fu rilasciato il Buono	Data della scadenza	Tesoreria da cui deve effettuarsi il pagamento
		1863				1864	
1ª	36090	16 9bre	500 »	20 »	Cisi Gio. Batt.	25 luglio	Alessandria
2ª	37522	21 id.	1000 »	40 »	id.	id.	id.
3ª	37458	21 id.	2000 »	80 »	id.	id.	id.
2ª	5518	1864 1 gen.	1000 »	33 »	id.	8 agosto	Centrale

NB. I primi tre dei sovradescritti Buoni, cioè quelli segnati coi n. 36090, 37522 e 37458, furono in origine assegnati pel pagamento sull'ora soppressa Tesoreria d'Asti.

Torino, addì 15 novembre 1864.

Il Direttore generale del Tesoro
T. ALFURNO.

MINISTERO DELLA MARINA.
Notificazione.

Occorrendo provvedere al posto di professore di disegno della R. Scuola dei Macchinisti della R. Marina stabilita in Genova a seconda del prescritto del Regio Decreto,

È aperto un esame di concorso pel posto medesimo alle seguenti condizioni:

1. L'esame sarà dato nel capo-luogo del 1.o Dipartimento marittimo il 3 gennaio 1865;

2. Le condizioni per l'ammessione al concorso sono:
1. D'essere Italiano;
2. D'aver compiuto al 1.o gennaio prossimo il 24.o anno d'età;

3. Le domande per l'ammessione al concorso vogliono essere indirizzate ai comandanti in capo dei Dipartimenti marittimi di Genova, Napoli ed Ancona;

4. Le domande ora dette debbono essere redatte in carta da bollo da Ln. 1, indicare precisamente il casato, il nome ed il domicilio del candidato, ed essere corredate dei seguenti documenti:
1. Atto di nascita debitamente legalizzato;
2. Fede di buoni costumi rilasciata dalle Autorità comunali del luogo di domicilio del petente, di data non anteriore a venti giorni dall'epoca in cui sarà presentata.

Non si accetteranno più domande d'ammessione dopo il 25 novembre corrente;

5. La Commissione esaminatrice sarà nominata da questo Ministero e sarà composta come segue:
L'aiutante generale del 1.o Dipartimento, presidente,
Un ufficiale superiore di vascello, membro,
Il direttore delle costruzioni navali del 1.o Dipartimento, id.,
Il direttore della Scuola dei Macchinisti, id.,
Il prof. di geometria descrittiva della Scuola di Marina in Genova, id.;

6. L'esame di concorso sarà pubblico; il candidato dovrà rispondere successivamente ad un quesito su ciascuna delle seguenti materie:
1. Metodo teorico-pratico graduale d'insegnamento del disegno lineare e meccanico;
2. Geometria descrittiva applicata alle macchine;
3. Determinazione delle dimensioni delle macchine a vapore e loro particolari giusta programma che ne stabilisca il sistema, la forza e la pressione del vapore.

I succitati quesiti saranno scelti e sviluppati nei limiti dell'opera *Cours raisonné de dessin industriel par Armangand Ainé*, colle necessarie estensioni per l'applicazione delle macchine a vapore marine;

7. Il candidato idoneo che a seguito dell'esame di concorso risulterà il 1.o sarà accettato in qualità di professore di disegno nella Scuola dei Macchinisti coll'annuo stipendio di L. 2500, e riceverà annuncio di tale fatto per mezzo della *Gazzetta Ufficiale*;

8. Il professore eletto dovrà fare un anno di prova, giusta il prescritto dell'art. 27 del Regolamento pelle RR. Scuole di Marina del 21 febbraio 1861, prima d'essere confermato con nomina Regia.

Il Capo del Gabinetto
E. D'AMICO.

R. UNIVERSITA' DEGLI STUDI DI PALERMO.
Notificazione.

È intimato un concorso da tenersi in questa R. Università *per due cattedre di fisica nei Licei di Sicilia*, pel quale saranno seguite le norme del Regolamento approvato con R. Decreto del 18 agosto 1860 (n. 4231), meno nella parte che trovasi modificata colla presente notificazione.

1. Il concorso è di due specie, per *titoli* cioè, e per *esame* e si eseguirà in due mesi che correranno da oggi.

2. Il termine per presentar le domande nella Rettoria di questa R. Università è fissato per tutto il mese di novembre 1864.

3 Nella domanda verrà espresso se il candidato si presenta a tutte e due le specie di concorso, o ad una e a quale.

4. Questa domanda dovrà essere accompagnata:
1. Dalla fede di nascita;
2. Dalla fede di buona condotta spedita dal Sindaco del Comune dell'ultimo domicilio, con dichiarazione del fine per cui il certificato è richiesto;
3. Dagli attestati degli studi mezzani e universitari, dal diploma di laurea, ovvero da titoli equivalenti, e dalle altre carte per le quali il candidato creda d'essere eleggibile senza prova di esami;
4. Da una narrazione ove sarà esposta l'istruzione ricevuta, gli studi preferiti, gli uffici sostenuti e gl'insegnamenti ai quali crede essere idoneo. Le domande e i documenti saranno in carta da bollo da cent. 50.

Il concorso per esame consta di tre pruove: 1. d'una composizione scritta a porte chiuse, 2. d'un esperimento orale, 3. d'una lezione; e ciascuna di queste pruove versa sul subbietto dell'insegnamento per cui si concorre.

La prova scritta consiste nello svolgere in due tornate due temi che debbon concernere diverse parti della materia del relativo insegnamento.

La prova orale consta d'interrogazioni che saran fatte dagli esaminatori e che dureranno due ore.

La lezione si farà sopra un tema comunicato al candidato sei ore prima, sarà pubblica e avrà la durata da tre quarti d'ora ad un'ora.

Con posteriore avviso i candidati saran prevenuti del giorno in cui si eseguiranno gli esperimenti d'esame.

Palermo, 31 ottobre 1864.

Il Rettore NICOLÒ MUSMECI.

R. PROVVEDITORATO AGLI STUDI DELLA PROVINCIA DI TORINO.
Assegnamenti per gli studi liceali.

Per il corrente anno scolastico gli assegnamenti liceali da conferirsi per un triennio, secondo le disposizioni dell'art. 193 della legge 13 novembre 1859, n. 3725, sono i seguenti: due di L. 450, per gli allievi del R. Ginnasio di Pinerolo; e due di L. 420, per quelli del R. Ginnasio di Susa, che abbiano conseguito nello scorso anno accademico il certificato di licenza ginnasiale.

A tale effetto si apre un concorso di titoli.

Gli aspiranti dovranno indirizzare a quest'ufficio, prima del giorno 5 dicembre prossimo, la loro domanda redatta su carta da bollo da centesimi 50 e corredata:
1. Da dichiarazione della Giunta Municipale comprovante le proprie condizioni domestiche;
2. Dalle carte di ammessione, degli studi fatti e degli esami superati;
3. Dal certificato di buona condotta tenuta durante il corso ginnasiale;
4. Dalla carta di ammessione al corso liceale in un liceo regio.

Saranno anche ammessi al concorso i giovani già usciti negli anni addietro dai suddetti due ginnasi ed ora studenti nella seconda o terza classe di qualche regio liceo.

Gli allievi dei ginnasi comunali dei circondari di Pinerolo e di Susa saranno eziandio accolti tra gli aspiranti; ma con avvertenza che non si terrà conto delle loro domande tranne del caso in cui ai concorrenti usciti dai regii ginnasi di Pinerolo e di Susa non potessero essere conferiti tutti gli assegni.

Torino, 16 novembre 1864.

Il R. Provveditore agli studi
FRANCESCO SELMI.

CASSA CENTRALE DEI DEPOSITI E PRESTITI
presso la Direzione Generale del Debito Pubblico.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 178 e 179 del Regolamento approvato col R. Decreto del 25 agosto 1863, si notifica che i titolari dei sottodescritti depositi, allegando la perdita delle corrispondenti Polizze, hanno domandato a quest'Amministrazione che, previe le formalità prescritte, ne venga loro rilasciato il duplicato;

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse che sei mesi dopo la prima delle tre pubblicazioni del presente avviso, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni, si rilascieranno i richiesti duplicati, e resteranno di pieno diritto annullate le Polizze precedenti.

Polizza n. 132 di deposito fatto nella Cassa di Torino da Bonardi Andrea del fu Francesco, per garanzia verso il Ministero della Guerra.
Titoli del valor nominale di L. 2300

Torino, addì 17 ottobre 1864.

Il Capo di divisione
CERESOLE.

V.° *Per l'Amministratore centrale*
P. GHINELLI.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO DEL REGNO D'ITALIA.
3ª *pubblicazione.*

Essendosi chiesto il tramutamento al portatore della iscrizione accesa sul Gran Libro al consolidato 5 0/0, sotto il n. 35247, per la rendita di L. 260, in favore di Buscaglione Cipriano fu Giuseppe Antonio, domiciliato in Annecy, come appartenente a Buscaglione Cipriano fu Gio. Francesco,

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data del presente avviso, quando non sia intervenuta opposizione, si farà luogo al detto tramutamento

Torino, 25 ottobre 1864.

Il Direttore Generale
F. MANCARDI.

CAMERA DI COMMERCIO ED ARTI DI TORINO.
Elezioni commerciali.

Al finire del corrente anno compiesi il primo biennio dell'istituzione delle Camere di commercio ed arti, e pel nuovo anno debbe essere elette il prescritto numero de' loro componenti, designati a cessare dall'ufficio, seppure non vi vengono rieletti, epperò

La Camera

Visto il capo III della Legge 6 luglio 1862;

Visto il capo II, titolo secondo della Legge 23 ottobre 1859;

Visto il Regio Decreto 13 novembre 1862 colla annessa tabella,

Rammenta

Che la votazione pel primo rinnovellamento di dieci de' suoi membri debbe di pien diritto aver luogo la prima domenica (4) del prossimo mese di dicembre;

Che le sezioni elettorali coincidono colle circoscrizioni amministrative dei Circondarii per tutte le provincie, epperò le elezioni avranno luogo pel territorio giurisdizionale di essa Camera nelle città di *Torino, Aosta, Ivrea, Pinerolo, Susa, — Novara, Biella, Domodossola, Pallanza, Varallo, Vercelli*, ai quali centri elettorali sono invitati a concorrere nel giorno prestabilito gli elettori residenti nei Comuni tutti de' rispettivi Circondarii;

Che le Giunte Municipali delle suenunciate città capoluogo di circondario e sede di una sezione elettorale notificheranno con apposito manifesto da pubblicarsi otto giorni prima della scadenza del corrente mese la sala destinata all'adunanza elettorale e l'ora in cui avranno principio le operazioni prescritte;

Che sia per la formazione dell'ufficio provvisorio e dell'ufficio definitivo, sia per la polizia delle adunanze, sia per il primo e secondo appello, sia per le regole su cui nel resto debbe seguire la votazione, si osserveranno le prescrizioni degli articoli 47 e seguenti della legge organica per l'amministrazione comunale e provinciale in data 23 ottobre 1859, salvochè i processi verbali debbono essere immantinenti sigillati e fra tre giorni dalla loro data trasmessi al Presidente di questa Camera per la proclamazione degli eletti. Sui ricorsi contro le deliberazioni degli uffizi elettorali, giusta l'art. 18 della legge 6 luglio 1862, giudicherà il Tribunale di Commercio, e contro le decisioni sulla capacità elettorale si potrà avere ricorso alla Corte d'appello, mediante l'adempimento delle prescritte condizioni;

Che per cura della Camera sarà trasmesso alle Giunte Comunali, dove ha sede la sezione elettorale, l'elenco generale degli Elettori, a cui tutti spetta il diritto di eleggibilità; e per cura dei singoli Comuni debbe essere alle medesime trasmesso un esemplare della rispettiva lista approvata, sulla quale seguirà l'appello. Compiuto lo squittinio le liste saranno restituite alle Giunte comunali cui spettano;

Che dagli uffizi delle Giunte di ciascun Comune riceveranno gli Elettori il biglietto constatante la loro iscrizione per potere, mercè la presentazione del medesimo, essere ammessi all'adunanza. Riceveranno pure un modulo di scheda di votazione Gli stampati saranno provvisti dalla Camera.

L'importanza delle attribuzioni delle Camere di Commercio, massime per un paese dove lo sviluppo degli studi e la risoluzione di rilevanti quesiti economici non può a meno d'influire grandemente ed ora più che mai sul progresso della produzione, dei commerci e quindi sulla pubblica agiatezza, è troppo evidente, perchè ancora si abbia a ripetere l'invito agli Elettori, ed insistere acciò vogliano essi concorrere numerosi all'urna elettorale. La Camera ha piena fiducia nel *patriottismo* d'ognuno dei componenti la classe de' cittadini dediti alla vita operosa, e nel costante loro desiderio del sussidio che somministrano le proficue istituzioni nazionali.

Cessano dal far parte de' componenti la Camera, ed a loro riguardo ha luogo la surrogazione, ma ponno essere rieletti (ad eccezione del sig. *Negro* che si ritirò dall'esercizio del commercio) i signori:

Cav. Giuseppe Moris.
Cav. Gio. Batt. Guadagnini.
Francesco Piacenza.
Cav. Pio Rolle.
Alessandro Negro.
Cav. Zaccaria Liautaud.
Cav. Andrea Stallo.
Cav. Giuseppe Silvetti.
Gio. Battista Canaveri.
Camillo Lanza.

Rimangono in ufficio i signori:

Cav. dott. Gio. Batt. Tasca.
Cav. Carlo Alberto Avendo.
Commend. Giuseppe Antonio Cotta.
Cav. Giacomo Rey.
Cav. Filippo Duprè.
Cav. Luigi Cora
Cav. Felice Genero.
Cav. Davide Tedros.
Cav. Luigi Pomba.
Felice Chiesa.
Cav. Rocco Fontana.

Torino, dal palazzo della Camera, addì 3 novembre 1864.

Il Presidente G. B. TASCA.
FERRERO *segr.*

ULTIME NOTIZIE

TORINO, 21 NOVEMBRE 1864

Ieri S. M. il Re ha presieduto il Consiglio dei Ministri.

I Municipii di Carrara, Maddaloni, Maranola, Torre del Greco, Siena, Pallanza, Intra, Sagliano Micca, Cento, Porto Maurizio, Bagnone, Pontremoli, Spilamberto, Nola, Sora, Monteleone, Itri, Traetto, Campobasso, Modena, Fermo, Castelnuovo di Garfagnana, Lerici, Benevento, Oneglia, Aversa, Bovino, Reggio d'Emilia, Pievepelago, Catania, Voltri, Campiglia, Teramo, Massa (Carrara), Candela e Bari hanno deliberato di assumersi l'anticipazione della imposta prediale 1865 per conto dei loro amministrati.

Uguali disposizioni conosconsi di altri parecchi Comuni e di Deputazioni provinciali.

Il Sindaco di Salza Irpina (Avellino) ha offerto di anticipare del proprio il pagamento per tutti i contribuenti del suo Comune.

Sabbato la Camera dei deputati incominciò nuovamente la sua seduta alle nove del mattino proseguendola sino alle cinque e mezzo con breve interruzione. Essa continuò la discussione dello schema di legge concernente il trasferimento della sede del Governo; e uditi i deputati Sineo, Minervini, Catucci, San Donato e Nisco svolgere alcuni loro emendamenti di massima, che poscia ritirarono, e il deputato Baldacchini leggere in proposito d'uno di essi una dichiarazione firmata da parecchi deputati, venne a deliberare per appello nominale se si dovesse passare alla discussione degli articoli dello schema di legge. Duecento novantasei risposero affermativamente; sessantatre risposero negativamente; due si astennero.

Indi procedette a trattare degli articoli che, depo discussione a cui presero parte i deputati Morandini, Castellano, Ricciardi, Mazziotti, Bixio, Cocco, Siccoli, Sineo, Pescetto, Mellana, il relatore Mosca, il Ministro degli Affari Esteri e quello dell'Interno, furono approvati. Insieme con essi venne approvato un ordine del giorno proposto dai deputati Boggio e Mancini, pel quale s'invitava il Ministero a presentare un disegno di legge che provveda alla più pronta unificazione legislativa e amministrativa del Regno, urgentemente richiesta dal trasferimento della Capitale. Il sopradetto schema di legge fu poi nello scrutinio segreto approvato con voti 317 favorevoli, 70 contrari e 2 astenuti.

Si deliberò fossero pubblicati i nomi de' presenti e degli assenti.

Erano presenti i deputati:

Acquaviva = Agudio = Alfieri d'Evandro = Alfieri Carlo = Allievi = Amabile = Amicarelli = Andreucci = Anguissola = Ara = Arconati-Visconti = Arezzo = Argentino = Assanti = Atenolfi = Audinot = Avezzana.

Baldacchini = Ballanti = Bargoni = Barracco = Basile-Basile = Battaglia-Avola = Bellazzi = Belli = Beltrani Vito = Beneventani = Berardi = Bertea = Berti Domenico = Berti Lodovico = Berti-Pichat = Bertini = Bertozzi = Betti = Biancheri = Bianchi Alessandro = Bianchi Celestino = Bichi = Bixio = Boddi = Boggio = Bon-Compagni = Benghi = Borella = Borgatti = Borromeo = Borsarelli = Bossi = Bottero = Bracci = Braico = Brida = Briganti-Bellini Bellino = Briganti-Bellini Giuseppe = Brioschi = Broglio = Brunet = Brunetti = Bruno = Bubani = Buffarini = Busacca.

Cadolini = Cagnola = Cairoli = Calvino = Camerata-Scovazzo Francesco = Camerata-Scov. L. = Camerini = Camozzi = Canalis = Cannavina = Cantù = Capone = Carafa = Cardente = Carletti-Giampieri = Carnazza = Casaretto = Caso = Cassinis si astenne = Castagnola = Castellani-Fantoni = Castellano = Castelli = Castromediano = Catucci = Cavalletto = Cavallini = Cedrelli = Cempini = Cepolla = Checchetelli = Chiapusso = Chiavarina = Chiaves = Cini = Cipriani = Civita = Cocco = Collacchioni = Colocci = Compagna = Conforti = Coppino = Cordova = Corinaldi = Correnti = Corsi = Cortese = Costa Antonio = Costamezzana = Crispi = Cugia = Curzio = Cuttinelli = Cuzzetti.

D'Ancona = Danzetta = D'Ayala = D'Aste = Deandreis = De Boni = De Benedetti = De Blasiis = De Cesare = De Donno = De Filippo = Del Giudice = Della Croce = Della Valle = De Luca = De' Pazzi = Depretis = D'Errico = De Sanctis Giovanni — Di Martino = Dino = D'Ondes-Reggio = Dorucci.

— Ercole.

Fabricatore = Fabrizj Giovanni = Fabrizj Nicola = Farina = Farini Domenico = Fenzi = Ferraccio = Ferrari = Ferrario = Ferraris = Fiastri = Finzi = Fiorenzi.

Galeotti = Gallucci = Garofano = Genero = Giacchi = Giglinoci = Giordano = Giorgini = Giovio = Giuliani = Giustinian = Golia = Grandi = Grassi = Grattoni = Gravina = Greco Antonio = Greco Luigi = Grella = Grillenzoni = Grixoni = Grossi = Guerrieri-Gonzaga Anselmo = Guerrieri-Gonzaga Carlo = Guglianetti.

Jacampo = Jacini.

Lacaita = La Marmora = La Masa = Lanciano = Lanza = La Porta = Laurenti-Robandi = Lazzaro = Leardi = Leo = Leonetti = Leopardi = Levi = Libertini = Longo = Lualdi = Luzi.

Maccabruni = Macchi = Maceri = Macri = Maggi = May = Majorana Benedetto = Majorana Salvatore = Malenchini = Mancini = Marazio = Marazzani = Marchetti = Maresca = Marescotti = Mari = Marolda = Marsico = Martinelli = Marzano = Massa = Massarani = Massari = Massei si astenne = Massola = Mattei = Mautino = Mazziotti = Mazzoni = Melchiorre = Melegari = Mellana = Meloni-Baille = Meneghini = Menichetti = Menotti = Mezzacapo = Miceli = Michelini = Minervini = Minghelli-Vaini = Minghetti = Mischi = Moffa = Molfino = Molinari = Mongenet = Montecchi = Montella = Monti = Monzani = Morandini = Mordini = Morelli Donato = Morelli Giovanni = Moretti = Morini = Morosoli = Mosca = Mosciari = Mureddu = Musolino.

Negrotto = Nicolucci = Nicotera = Ninchi = Nisco.

Oliva = Orsetti = Oytana.

Pace = Pallotta = Palomba = Panattoni = Pancaldo = Papa = Parenti = Passerini Orsini = Paternostro = Pelosi = Pepoli = Peruzzi = Pescetto = Pessina = Petitti = Pettinengo = Pezzani = Pica = Pinto = Pisoli = Pironti = Pisani = Plutino Agostino = Plutino Antonino = Poerio = Polsinelli = Polti = Possenti = Prinetti = Prosperi = Pugliese-Giannone.

Raffaele = Ranco = Ranieri = Rapallo = Rasponi = Rattazzi = Reccagni = Regnoli = Restelli = Ricasoli Bettino = Ricasoli Vincenzo = Ricciardi = Ricci Giovanni = Ricci Vincenzo = Robecchi seniore = Robecchi Giuseppe = Romano Giuseppe = Romano Liborio = Romeo Pietro = Rorà = Rovera = Rubieri = Ruschi.

Sacchi = Salaris = Salimbeni = Salvagnoli = Salvoni = San Donato = Sandonnini = Sanguinetti = Sanna-Sanna = Sanseverino = Sansevère = Santocanale = Saracco = Scalia = Scolini = Scarabelli = Schiavoni = Scocchera = Scrugli = Sebastiani = Sella = Sergardi = Sgariglia = Siccoli = Silvani = Silvestrelli = Sineo = Sirtori = Solaroli = Soldi = Spaventa = Speroni = Spinelli = Sprovieri = Stocco.

Tabassi = Tamajo = Tecchio = Tenca = Teodorani = Testa = Tonelli = Tonello = Torelli = Tornielli = Torre = Torrigiani = Toscanelli = Trezzi = Trigona.

Ugdulena.

Vacca = Valerio = Valitutti = Vanotti = Vecchi = Vegezzi Zaverio = Vegezzi-Ruscalla G. = Venturelli = Verdi = Villa = Viora = Vischi = Visconti-Venosta.

Zaccaria = Zanardelli.

Erano assenti i deputati:

Abatemarco (in congedo) = Airenti.

Bertolami (ammalato) = Boyl = Brignone = Brofferio = Budetta.

Calvi = Camerata-Scovazzo R. (in congedo) = Cappelli = Carini = Cognata = Conti = Cosenz = Costa Oronzio = Cucchiari.

Damis = De Cesaris (in congedo) = De Franchis = De Sanctis Francesco = De Siervo = Devincenzi = Di Sonnaz = Doria (ammalato).

Farini Carlo Luigi (ammalato) = Fazio-Salvo (ammalato) = Fossa = Friscia.

Gallo = Garibaldi = Giunti (in congedo) = Govone.

Jadopi.

Lovito (in congedo).

Mandoj Albanese = Marcone = Medici.

Napoletano.

Petruccelli (in congedo) = Pinelli = Pisanelli (ammalato).

Romeo Stefano = Ruggiero (in congedo).

Schininà = Scotti-Galletta (in congedo) = Speciale.

Valenti = Varese.

La Camera dei deputati tenne seduta anche nel giorno di ieri dalle ore dieci del mattino alle cinque pomeridiane e poscia dalle otto della sera alle dodici e mezzo. Vi si trattò di uno schema di legge contenente parecchi provvedimenti finanziari da attuarsi prima che termini l'anno; e presero parte alla discussione i deputati Nisco, Lazzaro, Antonio Greco, Audinot, Sineo, Minervini, Ricciardi, De Luca, Argentino, Crispi, Polsinelli, Valerio, Berti-Pichat, Castellano, Catucci, Possenti, Camerini, Bellino Bellini, Torrigiani, Fiorenzi, Macchi, Carlo Alfieri, Conforti, Fiastri, Melchiorre, Civita, Luzi, Broglio, Pepoli, Massari, Michelini, Biancheri, Tecchio, La Porta, Minghetti, Massei, Alfieri d'Evandro, Mancini, Boggio, Bertea, il relatore Giorgini e i Ministri delle Finanze, dell'Interno e dei Lavori Pubblici.

Si deliberò per appello nominale sull'articolo sesto pel quale si approva una convenzione relativa alla vendita de' beni demaniali, che venne approvato da 168 voti favorevoli con 76 contrari e 4 astenutisi.

L'intiero schema di legge fu poi nello scrutinio segreto approvato con voti 157 favorevoli, 77 contrari e 2 astenutisi.

Ieri mattina alle ore otto ebbero luogo i funerali nella chiesa di S. Salvario del Luogotenente Generale Cav. A. Della Rovere, Senatore del Regno. Seguivano il carro funebre S. Ecc. il Generale d'armata cav. La Marmora Presidente del Consiglio, gli altri Ministri, le Deputazioni del Senato e della Camera dei Deputati, molti altri Senatori e Deputati che ad essi si associarono, gl'Impiegati superiori del Ministero della Guerra, moltissimi Ufficiali d'ogni arma e d'ogni grado e gran numero di persone d'ogni classe. La Guardia Nazionale e le Truppe della guarnigione, terminata la cerimonia religiosa, eseguirono le consuete salve d'onore.

DIARIO

L'incaricato d'affari pontificio presso la Confederazione svizzera Monsig. Bovieri ha voluto chiudere la sua vita diplomatica con due rimostranze al Governo del Cantone Ticino per cose che egli crede di competenza della Curia romana e segnatamente per una nuova legge scolastica. Ma il Consiglio di Stato, seguendo le massime che guidarono sin qui il Consiglio federale in casi identici, ha risoluto di non occuparsi delle due note perchè entrano nella sfera degli atti interno-ecclesiastici o politico-ecclesiastici dei Cantoni e della Confederazione, nei quali non è ammissibile l'intromissione di niuna autorità straniera, e per mezzo del Consiglio federale ha rimandato le suddette note.

Il nuovo Gran Consiglio di Ginevra si radunò sabato 19 corrente sotto la presidenza del generale Dufour, presidente d'età. Poichè i membri del Consiglio ebbero prestato il giuramento, si addivenne alla costituzione dell'ufficio definitivo. Il sig. Friderich, già vice-presidente dell'altro Gran Consiglio, fu eletto presidente al primo scrutinio; ma avendo ricusato l'onore gli fu sostituito il sig. Aubert. Vicepresidenti furono nominati i signori Braillard e Daumas, dopo il rifiuto fatto dai signori Pelliex e Mouchet. Pel rifiuto di questi due deputati l'ufficio rimase composto di soli indipendenti.

Una circolare del ministro della giustizia di Francia ristabilisce la procedura della naturalizzazione degli stranieri, errata finora in qualche particolare. « Giusta la legge 3 dicembre 1849, dice la circolare, sola applicabile di presente sia al soggiorno che alla naturalizzazione degli stranieri in Francia, la dichiarazione della legge di Frimajo, anno VIII, quale atto preliminare alla naturalizzazione, non ha più ragione d'essere. Basterà per l'avvenire che lo straniero il quale vorrà essere ammesso a stabilire il suo domicilio in Francia ne faccia la domanda e presenti in appoggio l'atto di nascita dal quale consti che egli ha compiuto i venti e un anno. Dieci anni dopo che sarà stata pronunziata l'ammissione a domicilio e purchè sia d'altra parte comprovato che in tutto questo periodo di tempo lo straniero domiciliato non ha cessato di risiedere in Francia, la naturalizzazione gli sarà conferita, se v'ha luogo, per decreto imperiale. »

Con decreto da Compiègne 15 corrente l'Imperatore dei Francesi innalzò alla dignità di ammiraglio il viceammiraglio Leone Charner, senatore. Charner era il più anziano dei viceammiragli dopo Francesco Tréhouart. Questi fu nominato nel 1851 e Charner nel 1855 con Lebarbier de Tinan.

Il barone di Talleyrand-Périgord, già ambasciatore di Francia a Berlino ed ora a Pietroborgo, fu ricevuto il 13 corrente dall'Imperatore Alessandro nel palazzo di Tsarskoe-Selo per la consegna delle sue lettere credenziali.

La cessione dei ducati di Slesvig-Holstein-Lauenbourg all'Austria e alla Prussia ha porto l'occasione di tre proclami al Re di Danimarca. Cristiano IX scioglie col primo gli abitanti dei territorii ceduti dal giuramento di fedeltà; col secondo da l'addio a quei popoli; e col terzo, che è destinato ai Danesi rimasti alla sua corona, S. M. deplora come perdita sovra tutte più dolorosa la separazione degli Slesvigesi che sono legati alla Danimarca per comunanza di sentimenti e di lingua. Noi abbiamo perduto molto, dice il Re, ma non la speranza. L'avvenire è di coloro che hanno forte volontà.

La Camera dei deputati di Vienna ha risoluto con 98 contro 79 voti di nominare una Commissione di dodici membri coll' incarico di stendere l' indirizzo in risposta al discorso del Trono. L'opposizione non voleva che nove commissarii contro l' avviso del Ministero e della maggioranza che ne proponevano dodici. De' commissari 6 sono della maggioranza e 6 della minoranza. Questa Commissione tenne la sua prima seduta il 17. Eletto a suo presidente il barone Pratobevera, discusse i varii punti dell' indirizzo, cioè, oltre quelli che non sono che la parafrasi del discorso della Corona, la quistione ungherese, la convocazione del Consiglio dell' Impero ristretto, la quistione germanica, le finanze, le dogane e lo stato d' assedio della Gallizia, il concordato e la risponsabilità ministeriale e l' opportunità di una legge sopra le strade ferrate.

L'Imperatore del Marocco ha terminato la spedizione che accennammo a suo tempo da lui diretta contro le tribù che ricusavano di sottomettersi alla sua autorità. In segno di vittoria e di pacificazione l'Imperatore fece appendere nella città di Rabat un certo numero di teste di capitribù ricalcitranti.

Lasciato un po' in disparte il famoso Principe di Nagato torna in campo il Micado del Giappone. Un telegramma dall'Aja 17 novembre all'*Indép. belge* annunzia « essere insorta la guerra civile in quell'Impero. Gl'insorti assaltarono il 20 agosto Kioto, residenza del Micado, e dopo lotta violenta la città andò parte in fiamme e l'Imperatore spirituale riparò nel tempio. » Il giornale di Bruxelles commenta il suo telegramma così: In quel paese dove l'autorità suprema è divisa fra due capi (Micado e Ticun) e fatta monopolio di vassalli orgogliosi e sediziosi l'intervento europeo non ha recato fortuna all'ordine interno. Una guerra civile, condotta non sappiamo da chi, vi scoppia, la residenza del Micado è assaltata e bruciata dopo lotta violenta e infine lo stesso Micado è costretto a rifugiarsi in un tempio. E di ciò è cagione forse lo avere aperto il paese agli Europei o tentato di escluderneli? Noi lo ignoriamo; ma chi pensa che nel Giappone, come altrove, l'autorità spirituale è molto ricalcitrante al progresso, potrebbe essere benissimo che la rivoluzione fosse diretta contro le sue tendenze d' immobilità assoluta e che i casi che ci annunzia il telegramma dell'Aja tornassero alla fin fine di vantaggio alla civiltà.

P. S. Un telegramma di stamane da Alessandria d'Egitto annunzia che il Principe di Nagato consentì di aprire lo stretto di Simonosaki e di pagare agli alleati le spese della recente spedizione stata fatta contro di lui; aggiunge qualche altro cenno intorno al commercio degli Europei coi Giapponesi, ma non fa punto parola dell'insurrezione annunziata dall'Aja.

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI

(Agenzia Stefani)

Parigi, 19 *novembre*.

Chiusura della Borsa.

Fondi Francesi	3 0/0 (chiusura)		— 65 —
Id.	id.	4 1/2 0/0	— 92 25
Consolidati	Inglesi per fine dicembre		— 89 7/8
Id.	italiano 5 0/0 in contanti		— 65 20
Id.	id.	id. in liquidazione	— 65 20

(Valori diversi)

Azioni del	Credito	mobiliare	francese	— 886
Id.	id.	id.	italiano	— 420
Id.	id.	id.	spagnuolo	— 553
Id.	str. ferr.	Vittorio Emanuele		— 303
Id.	id.	Lombardo-Venete		— 510
Id.	id.	Austriache		— 447
Id.	id.	Romane		— 262
Obbligazioni				— —

Londra, 19 *novembre*.

Leggesi nel *Morning Post*: Essendo svanito il timore di un conflitto europeo in cui l'Inghilterra avrebbe potuto essere trascinata, crediamo sapere che il Governo della Regina ha risoluto di proporre grandi riduzioni nei bilanci della marina e dell'esercito. Speriamo che le Potenze continentali che desiderano di mantenere la pace seguiranno l'esempio dato loro dall'Inghilterra.

Pietroborgo, 19 *novembre*.

La *Gazzetta tedesca* dice che la gita del Granduca ereditario a Roma non ha alcuna importanza politica e non indica un riavvicinamento tra le Corti di Pietroborgo e Roma.

Napoli, 19 *novembre*.

Il Consiglio municipale dichiarò di voler anticipare l'imposta fondiaria del 1865.

Messina, 20 *novembre*.

Notizie del Levante. Dodicimila Russi hanno dato una battaglia al Kan di Kokand il quale fu battuto. I Russi in seguito hanno occupato le città di Taschund e Kokand.

Foggia, 20 *novembre*.

Il Consiglio comunale di Bovino deliberò all'unanimità l'anticipazione dell'imposta prediale 1865.

Napoli, 21 *novembre*.

Leggesi nel *Pungolo*: Ieri la Deputazione Provinciale deliberava, salvo ratifica del Consiglio, che l'anticipazione dell'imposta fondiaria 1865 fosse fatta dalla provincia. Il Consiglio Provinciale sarà convocato in seduta straordinaria il 24 corrente.

Alessandria d'Egitto, 20 *novembre*.

Notizie del Giappone. Il principe Nagato acconsentì ad aprire lo stretto di Simonosaki e a pagare agli alleati le spese della spedizione.

I negozianti inglesi richiamarono l'attenzione del loro ambasciatore, sir Alcok, sulla violazione del trattato per parte dei Giapponesi i quali impediscono il commercio delle sete.

CAMERA DI COMMERCIO ED ARTI

BORSA DI TORINO.

(*Bollettino officiale*)

21 novembre 1864 — Fondi pubblici.

Consolidato 5 0/0. C. d. m. in c. 65 65 70 60 65 — corso legale 65 60 in liq. 65 42 1/2 45 45 pel 30 9bre. 65 95 66 pel 31 dicembre.

Credito mobiliare italiano. C. d. matt. in liq. 415 30 9bre.

BORSA DI NAPOLI — 19 Novembre 1864.

(*Dispaccio officiale*)

Consolidato 5 0/0, aperta a 66 » chiusa a 65 80.

Id. 3 per 0/0, aperta a 43 chiusa a 43.

BORSA DI PARIGI — 19 Novembre 1864.

(*Dispaccio speciale*)

Corso di chiusura pel fine del mese corrente.

		giorno precedente			
Consolidati Inglesi	L.	89 6/8		89 7/8	
3 0/0 Francese	»	65 05		65 05	
5 0/0 Italiano	»	65 50		65 20	
Certificati del nuovo prestito	»	»	»	»	»
Az. del credito mobiliare Ital.	»	418	»	420	»
Id. Francese liq.	»	891	»	883	»
Azioni delle ferrovie					
Vittorio Emanuele		307	»	307	»
Lombarde	»	511	»	508	»
Romane	»	265	»	262	»

G. FAVALE *gerente*.

MINISTERO DELLE FINANZE.

Direzione generale del Demanio.

Avviso.

Per cura del Ministero della Pubblica Istruzione è testè uscito dalle stampe il 1.o volume del Vocabolario della Crusca, il quale comprende tutta la lettera *A*.

Questo volume, di 911 pagine in-folio, è posto in vendita per conto delle Finanze dello Stato presso gli uffizi del Demanio di Firenze, Milano, Bologna, Genova, Napoli e Torino, e presso gli uffizi del registro (Atti civili) di Pisa, Livorno, Siena, Palermo (1.o ufficio). Il prezzo del volume è di lire 25, pagabile all'atto dell'acquisto.

SPETTACOLI D'OGGI

VITTORIO EMANUELE. Riposo.

SAN MARTINIANO. (ore 7 1/2). Si recita colle marionette: *Le avventure di Bovo d'Antona* — ballo *L'isola dei serpenti*.

Presso la Tipografia FAVALE

VENDIBILE

PASIO, Elementa philosoph'æ moralis in usum seminariorum, concinnata studio et opera Aloisii Biginelli.

Edizione quarta. Torino 1863 — Un volume in-8° grande Ln. 3, franco per tutto lo Stato.

CIRCONDARIO DI MONDOVI'

COMUNE DI LEQUIO TANARO

È vacante la condotta medico-chirurgica per la cura gratuita dei poveri del Comune collo stipendio di L. 800 oltre l'alloggio.

La popolazione del Comune è di 1526 abitanti senz'altro medico.

Gli aspiranti sono invitati a presentare le loro domande corredate del diploma di laurea e d'un attestato di moralità.

5535 *Il Sindaco* C. A. CENCI.

CITTÀ DI PINEROLO

Appalto dei dazi di consumo, dei dritti di fabbricazione, di vendita al minuto e di peso grosso pubblico

Il municipio annunzia che fra pochi giorni si pubblicherà l'appalto per asta pubblica del dazio di consumo governativo e comunale, dei dritti di fabbricazione, di vendita al minuto e di peso grosso pubblico per questa città, per il biennio 1865-1866 e sul prezzo d'asta di L. 145,000.

Pinerolo, 19 novembre 1864. 5572

CITTÀ DI SAVIGLIANO

(SALUZZO)

A termini del capitolato 21 giugno 1855, che regola il prestito cittadino di L. 120[m.], seguito in detto anno a favore di questa città,

Si notifica che le due decine di azioni state oggi estratte sono la terza e la decimasettima;

Che il valore nominale di caduna azione dal num. 21 al 30, e dal numero 161 al 170 compreso, componenti dette due decine, sarà dal signor tesoriere civico integralmente rimborsato ai titolari dopo il 5 gennaio prossimo, sulla rimessione dei titoli corrispondenti.

Savigliano, 19 novembre 1864.

Il sindaco Raseri.

5376

DIFFIDAMENTO

Il sottoscritto diffida gl'interessati nella società Aventi e Comp., per le bonificazioni del Ferrarese, come egli, comproprietario degli studii per le bonificazioni stesse, non terrà validi li contratti fatti in di lui pregiudizio, avendo all'uopo già citato il conte Aventi avanti il tribunale di Torino.

Torino, 17 novembre 1864.

5565 Antonio Fioccardo.

CITTÀ DI CARIGNANO

APPALTO DEI DAZI DI CONSUMO

In vista della deserzione del primo incanto per l'appalto dei dazi governativi e comunali per il biennio 1865 e 66 il giorno 1 dicembre p. v., ore 10 del mattino, avrà luogo un secondo incanto sull'annuo prezzo di L. 8500 e verrà deliberato l'appalto qualunque sia il numero delle offerte.

Carignano, 17 novembre 1864.

Per la Giunta

5362 Il 1 assessore Golzio.

REVOCA DI PROCURA

Con atto d'oggi, ricevuto dal sottoscritto, il sig. Borbonese Felice ha rivocato la procura generale fatta al suo figlio sig. Carlo, amendue nati e dimoranti in Torino, coll'atto 5 maggio 1858, rogato Albasio Carlo Francesco.

Torino, 19 novembre 1864.

5566 Not. Domenico Signoretti.

5504 REINCANTO

L'ill.mo sig. cav. presidente del tribunale del circondario di Varallo, con suo decreto delli 10 corrente novembre, fissava l'udienza delli 6 p. v. dicembre, ore 10 antimeridiane, pel reincanto e definitivo deliberamento di varii stabili, siti nel territorii di Rassa e Piode, composti di casa, alpe, casere, casoni, prati, stalla e trunetto, già proprii di Defabbiani Giovanni Battista fu Ludovico, domiciliato a Rassa, in seguito all'aumento del sesto fatto da Vincenzo Negri fu Francesco, di Varallo, al prezzo di L. 2350, pel quale erano stati in tre lotti precedentemente deliberati a favore del signor Luigi Zoppetti, domiciliato in Varallo, instante, in difetto di qualsiasi altra offerta.

Cotale reincanto verrà aperto in tre distinti lotti, al prezzo offerto, dietro aumento del sesto, in quanto al lotto primo di L. 525, in quanto al lotto secondo di L. 262 50 ed in quanto al lotto terzo di L. 2187 50, e sotto le condizioni di cui al bando venale 10 corrente novembre, autentico Lana segretario.

Varallo, li 12 novembre 1864.

Tosetti Carlo Giovanni p. c.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DELLE TASSE E DEL DEMANIO

Tabella indicativa dei beni demaniali che si pongono in vendita in esecuzione della legge 21 agosto 1862, num. 793, nella provincia di Calabria Ultra II.

Situazione degli stabili		Se rustici od urbani	Numero complessivo dei lotti in ragione del luogo ove si tengono gli incanti	Corrispondente loro valore complessivo	Luogo ove si aprirà l'asta	Data della medesima
Provincia	Comune					
Calabria Ultra II	Soriano, Guardavalle, e Gerocarne	Rustici	17	445760 67	Direzione demaniale	29 9bre 10, 13, 15, 19 x.bre 1864

Catanzaro, 8 novembre 1864.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEMANIO E DELLE TASSE

PREFETTURA DI BOLOGNA

Impresa per l'appalto de la stampa dei registri pel ricevimento dei giuochi al lotto pubblico

AVVISO D'ASTA

Alle ore 12 meridiane del giorno 30 del corrente mese di novembre si procederà in quest'ufficio all'incanto e deliberamento dell'impresa sovra menzionata in base all'apposito capitolato in data delli 11 corrente mese, formato dal ministero delle finanze e visibile in questa segreteria ogni giorno nelle ore d'ufficio, non che negli uffici di prefettura ed in quelli delle singole direzioni del lotto.

AVVERTENZE

1. La stampa annuale si calcola per registri numero 300,000 circa, corrispondenti al numero 3000 risme di carta.

2. L'impresa comincierà al 1 gennaio 1865 e durerà per anni 6 rescindibile però ad ogni biennio a piacere soltanto dell'amministrazione appaltatrice.

3. L'incanto avrà luogo a partiti sigillati e sotto l'osservanza delle solennità prescritte dal regolamento sulla contabilità generale dello Stato delli 13 dicembre 1863 e non si farà luogo a deliberamento se le offerte non conterranno un prezzo minore del *maximum* che risulterà dalla scheda suggellata che verrà deposta sul tavolo all'atto dell'asta.

4. I partiti scritti in carta da bollo dovranno contenere il prezzo di stampa per ogni 100 registri colle rispettive copertine, ossia per ogni risma di carta.

5. Gli aspiranti per essere ammessi all'asta dovranno fare un preventivo deposito di L. 600 in denaro od in effetti dello Stato al portatore, e giustificare col mezzo di un certificato dell'autorità municipale la loro idoneità e conveniente responsabilità per assumere ed eseguire la fornitura di cui si tratta.

6. Reso definitivo il deliberamento dovrà nel termine di giorni 10 il deliberatario prestare una cauzione di L. 2000 in numerario od in effetti dello Stato.

7. Tutte le spese relative alla presente asta, contratto e copie, sono a carico del deliberatario.

8. I termini fatali per l'offerta di ribasso del ventesimo, sono attesa l'urgenza fissati a giorni dieci, i quali scadranno alle ore 12 meridiane del giorno 9 del prossimo mese di dicembre.

Bologna, 14 novembre 1864.

Per detto ufficio
Il consigliere segr. capo
A. CAMERANO.

5557

SOCIETA' ANONIMA ITALIANA

DI NAVIGAZIONE ADRIATICO-ORIENTALE

SERVIZIO POSTALE MARITTIMO A GRANDE VELOCITA'

Coi battelli a vapore *Cairo, Brindisi, Principe di Carignano*

Partenze: da Ancona per Alessandria d'Egitto, toccando Corfù, il 5, 12, 20 e 28 d'ogni mese, a mezzanotte.

Ritorno: da Alessandria, toccando Corfù, per Ancona il 5, 12, 19 e 28 d'ogni mese, e cioè tre ore dopo l'arrivo della valigia delle Indie.

NB. Gli arrivi e le partenze d'Alessandria sono regolati con quelli della Compagnia inglese *Peninsulare ed Orientale*, colle valigie da e per Calcutta, Bombay e la China.

Per gli schiarimenti dirigersi:

Torino, via Teatro d'Angennes, n. 34 – Ancona, via del Porto, palazzo Mancinforti. – 4810

ASSOCIAZIONE D'IRRIGAZIONE

DELL' AGRO ALL' OVEST DELLA SESIA

Instituita dal Governo ed approvata colla legge 3 luglio 1853

SEDENTE IN VERCELLI

DIREZIONE GENERALE

NOTIFICANZA

In esecutiva delle leggi 14 e 20 luglio 1864 d'imposta sui redditi della ricchezza mobile, il comitato di sorveglianza stabilito presso quest'associazione d'irrigazione in sua straordinaria seduta d'oggi, stante l'urgenza, ha intanto deliberato

1. Di fare egli stesso per questo semestre in questo capo-luogo dove l'associazione ha la sua sede principale, la consegna complessiva del fondo normale spettante agli associati, il cui interesse portato dalla somma apparente da ciascuna cartella, costituisce per essi una quota di reddito tassabile.

2. Di pagare coi fondi sociali l'ammontare totale della relativa tassa, riservandosi in pari tempo di promuovere dall'assemblea elettiva analoga deliberazione per quanto concerne la consegna che dovrassi fare nel venturo anno.

Il sottoscritto si fa premura di portare quanto sovra a cognizione dei singoli signori associati onde l'ammontare delle rispettive loro cartelle sociali non venga compreso nella consegna del reddito proveniente dalla rispettiva loro ricchezza mobile, allo scopo di non dover pagare due volte per lo stesso oggetto, previsto pure dalle sovracitate leggi.

Vercelli, 12 novembre 1864.

Il direttore generale
F. DUSNASI.

5555

5575 AUMENTO DI SESTO.

Con atto 14 corrente, rogato Valese, segretario del mandamento di Chiusa-Pesio, fu deliberata la casa sita in Chiusa, propria delli Enrico Violino, Michele Gandolfo e Stefano, Bartolomeo, Giovanni, Margarita e Catterina fratelli e sorelle Dutto, e di cui nel bando 13 ottobre ultimo scorso, a favore del sig. Lorenzo Violino fu Lorenzo di Chiusa-Pesio, per il prezzo di L. 2390.

I fatali per l'aumento del sesto, scadono con tutto il 29 corrente

Chiusa-Pesio, 19 novembre 1864

Il segr. del mand. di Chiusa
Valese.

5567 ATTO DI CITAZIONE

Sull'instanza del sig. Samuel Vita Foa, negoziante in questa città, venne, con atto d'oggi dell'usciere Giuseppe Sapetti, addetto alla giudicatura sezione Po, citato, a mente dell'art. 61 del cod. di proced. civ., il sig Zeno Malferrari, già residente in Torino, ed ora di domicilio, residenza e dimora ignoti, a comparire alle ore 8 antimeridiane di mercoledì 23 corrente, nanti il sig. giudice di detta sezione, per ivi vedersi condannare solidariamente col pur citato Francesco Placenza, al pagamento di L. 450, portate da biglietto a ordine del suddetto Malferrari, passato a favore dello stesso Placenza e da questi girato ad esso instante, cogl'interessi e spese del protesto e del giudicio.

Torino, 19 novembre 1864.

A Gatti p. c.

VENDITA

D'IMMOBILI AI PUBBLICI INCANTI.

Il segretario della giudicatura mandamentale di Borgoticino infrascritto, specialmente delegato con declaratoria del tribunale del circondario di Novara in data 12 ottobre 1864;

Notifica che, sull'instanza della signora Laura Amadea Ifigenia Scaravelli, residente in Biella, in concorso al di lei marito sig. geometra Biagio Silvestri, residente in Pombia, si procederà, nella sala di detta giudicatura in Borgoticino, il giorno 30 venturo dicembre, alla vendita per pubblici incanti degl'immobili situati sul territorio di Pombia, in 5 distinti lotti, cioè:

Lotto 1. Aratorio, regione a San Giorgio, distinto in mappa col numeri 1004, di ettari 0, 23, 07, pertiche 3, 9, coll'estimo di scudi 15, 4, 1.

N. 1007, di ettari 0, 11, 71, pertiche 1, 19, e censito scudi 14, 3, 7.

N. 1008, di ett. 1, 18, 81, pertiche 18, 14, censito di scudi 63, 3, 4, valutati dal perito L. 3400, a confini a levante la prepositura di Pombia, a mezzodì la strada, a ponente e tramontana sig. avv. Natale Balzari.

Lotto 2. Casa, corte e piccolo orto annesso, sito pure a San Giorgio, sotto i numeri di mappa 1011, 1503, 1504, di are 07, 91, o pertiche 1, 5, censita scudi 3, 4, 1, per il prezzo estimato di L. 850.

Confinano a mattino e mezzogiorno col detto sig. avv. Natale Balzari, a ponente e tramontana colla strada pubblica.

Lotto 3. Aratorio a San Giorgio, ubicato al numero di mappa 1016, di are 30, o pertiche 4, 14, di scudi 41, 2, e peritato lire 900.

Confinano a mezzodì Bernardino Boletti, a levante e ponente detto Balzari avv Natale, a tramontana Natta Menotti don Giovanni Battista.

Lotto 4. Dalla parte di levante, metà vigna, aratorio e bosco, regione al Ronco, descritto in mappa alli numeri 1224, 1226, 1217, per ettari 1, are 50, 78, o pertiche 23, 3, scudi 72, 0, 5, e peritata L. 3330.

A confini da levante e tramontana la strada, a ponente col lotto 5 seguente.

Lotto 5. L'altra metà a ponente del suddetto fondo, parte vigna, aratorio e bosco, in mappa a catasto alli numeri 1226, 1217, 1216, per ettari 1, are 50, 78, o pertiche 23, 3, scudi 72, 0, 5, e peritati a L. 3330.

Coerenti a levante il lotto 4 suddescritto, a mezzodì e tramontana la strada, a ponente Leopoldo Silvestri, coi relativi termini di vivo fra i due fondi per divisione.

L'incanto sarà aperto per ciascun lotto sul prezzo attribuito dalla perizia giurata del geometra Carlo Bertolotti.

Le condizioni della vendita sono quelle di cui in bando 10 novembre corr., sono visibili a chiunque, e depositate presso la segreteria della giudicatura mandamentale suddetta, in tutti i giorni d'udienza aperta, ed in quelli altri che il segretario delegato verrà richiesto.

Borgoticino, li 12 novembre 1864.

5560 Caus. Giov. Batt. Bresca segr. deleg.

5569 ESTRATTO DI BANDO VENALE

Il notaio sottoscritto notifica che alle ore 9 antimeridiane del giorno 10 entrante mese di dicembre, nel di lui studio posto in Caluso sulla pubblica piazza di Santa Marta, piano terreno, si procederà, per mezzo dei pubblici incanti, alla vendita dei i infradesignati beni, proprii delli minori Giuseppe, Tiburzio ed Alessandro fu cav. Giuliano Villanis, posti li medesimi nelli territorii di Caluso e Foglizzo, autorizzata tale vendita con decreto del R. tribunale del circondario di Torino, in data 5 settembre 1863, e successiva ordinanza dello stesso R. tribunale in data 20 febbraio 1864.

Descrizione dei beni:

1. Bosco, regione Prueglio, col numero di mappa 10497, coerenti a mattina il terzo lotto ed a notte la via vicinale, di are 100, del valore di L. 7 per ara e così L. 700.

2. Bosco, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina San Giorgio sig. Giovanni ed a notte la via vicinale, di are 100, del valore di L. 7 per ara e così L. 700.

3. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina Picco Luigi, a sera la strada, compresa, di are 129, 98, del valore di L. 7 per ara e così L. 909 86.

4. Campo, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina San Giorgio Giovanni, a sera la strada, compresa, di are 110, 38, del valore di L. 6 per ara e così L. 662 28.

5. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina e sera sig. San Giorgio, di are 100, del valore di L. 6 per ara e così L. 600.

6. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina Bessolo Domenico, a sera la strada, compresa, di are 98, 2, del valore di L. 6 per ara e così L. 588 12.

7. Campo, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina Actis Foglizzo Carlo, a notte sig. San Giorgio, di are 98, 20, del valore di lire 5 per ara e così L. 491.

8. Campo, regione Vallo, colli numeri di mappa 10088 e 10089, coerenti a mattina il lotto 2, a sera Actis Perinetto Giovanni, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500;

Campo, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina la via vicinale, a sera il lotto 1, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500;

Campo e gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina il lotto 6, a notte il lotto 1, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500;

Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina la via vicinale, a notte il lotto 2, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500;

Campo, ivi, stessa mappa, coerenti a giorno e sera la via vicinale, a notte Giuliano Battista, di are 100, del valore di lire 5 per ara e così L. 500;

Campo, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina Actis-Dato Isidoro, a sera il lotto 7, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500;

Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina il lotto 10, a sera Actis Perinetto Giovanni, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500.

9. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina la via vicinale, a sera il lotto 9, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500.

10. Gerbido con casotto entrostante, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina il lotto 12, a sera e notte la via vicinale, di are 100, del valore di L. 6 per ara e così L. 600.

11. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina Actis-Dato Isidoro, a sera il lotto 11, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500.

12. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina il lotto 16, a giorno il 17, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500.

13. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina la via vicinale, a sera il lotto 13, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500.

14. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a giorno e a sera la via vicinale, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500.

15. Gerbido e campo, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina Actis-Dato Isidoro, a sera il lotto 15, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500.

16. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina il lotto 18, a giorno il lotto 21, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500.

17. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a giorno e mattina la via vicinale, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500.

18. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a giorno, sera e notte la via vicinale, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500.

19. Campo e gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina Actis Dato Isidoro, a sera il lotto 19, di are 100, del valore di L. 5 per ara e così L. 500.

20. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina il lotto 22, a sera Actis Perinetto Gioanni, di are 181, 91, del valore di L. 5 per ara e così L. 869 70.

21. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina il lotto 23, a notte la via vicinale, di are 135, 53, del valore di L. 5 per ara e così L. 177 65.

22. Gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina il lotto 21, a sera il 22, di are 108, 22, del valore di L. 5 per ara e così L. 541 10.

23. Campo, gerbido, ivi, stessa mappa, coerenti a mattina Actis-Dato Isidoro, a giorno le fini di Montanaro, di are 80, 46, del valore di L. 5 per ara e così L. 402 30.

In territorio di Foglizzo

24. Corpo di casa nell'abitato di Foglizzo, cantone Riva, sezione F, colli numeri di mappa 867, 869 e 870, ai e come sta descritto nella succitata perizia Actis, coerenti a mattina e notte ill.mo sig. conte Ceresa, a giorno la Confraternita di S. Giovanni, a sera la strada pubblica, della totale superficie di are 9, 88, del valore di L. 2930.

25. Alteno, regione Vittone, sezione B, col numero di mappa 544, coerenti a mattina la via vicinale, a sera ill.mo sig. conte Ceresa, di are 48, 60, del valore di L. 9 per ara e così L. 392 40.

Li capitoli e condizioni relativi alla vendita, sono visibili nell'ufficio del notaio sottoscritto e presso il sig. Nicolini Luigi, tutore delli minori, in Torino, via Palatina, n. 15, piano 4.

Caluso, 17 novembre 1864.

Giani Carlo not. deleg.

5545 SUBASTAZIONE.

Il tribunale del circondario di Novara, sull'instanza del signor Gaetano Falcone ivi domiciliato, con sentenza 27 scorso ottobre autorizzò la subastazione degli stabili posseduti in territorio di Romagnano-Sesia dalli suoi debitori Francesco Giuseppe, Clotilde, Giovanni Battista, Enrico ed Edvige, fratelli e sorelle Barbaglia, rappresentati siccome minori dalla loro madre e tutrice Giuseppina Bergonzoli, residente in detto luogo, e fissò l'udienza delli 23 dicembre prossimo pel loro incanto e deliberamento.

Novara, 16 novembre 1864.

Brughera proc.

Torino — Tip. G. Favale e Comp.